

CHOIX ENTRE L'EST ET L'OUEST: LE SOCIALISME ET LA LIBERTÉ PAR L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE...

Certains copains auraient, paraît-il, critiqué ma collaboration au M.L. C'est évidemment leur droit et je me réjouis d'un débat sur les observations et propositions formulées ici. Encore faudrait-il s'accorder sur la base des critiques et le sujet disputé.

On me reprocherait un parti pris de défense des positions de l'Occident, une indiscrète sympathie pour l'Amérique. Ce n'est pas une déformation calomnieuse de mes idées. Je m'en suis expliqué en d'autres lieux. Ce qui me trouble, c'est qu'ici je n'ai guère abordé ce problème. Ce sont mes diatribes contre le totalitarisme post-stalinien qui me font soupçonner d'adhésion au «parti de Washington».

Déjà, en 1953, après la révolte de Berlin-Est, dans un meeting organisé à Lyon par les *Amis de la Liberté*, mes propos sur le régime tyrannique imposé à l'Allemagne soviétisée avaient provoqué des interruptions de copains libertaires qui bloquèrent ma chétive éloquence.

L'un crie: «*Pour l'indépendance, contre tous les politiciens*» (?). Un autre, amicalement, interprète mon «*antistalinisme*» comme une implicite glorification de Eisenhower. «*Si des travailleurs s'étaient révoltés dans la zone américaine, la réaction aurait été la même*». J'avais cru condamner simplement les blindés d'une armée... j'étais incorporé dans les servants de l'autre.

Ma réplique fut facile. Sur le moment, je me contentai de circonscrire le débat. Il me paraissait difficile de balancer l'action russe réelle et effective, par une possibilité hypothétique d'action américaine. A retardement, je pus me permettre un parallèle. Il y eut des manifestations, des grèves en Allemagne de l'Ouest, sous l'occupation américaine. Aucune action ouvrière n'a été interdite par le commandement militaire...

Mais cette équitable comparaison - qui ne me paraît pas négligeable - reste moins édifiante, aussi moins inquiétante que le parti pris de presque tous nos camarades à inclure spontanément tous les phénomènes sociaux et politiques dans le conflit Est-Ouest.

Sur le plan national, on semble se déterminer avec une certaine aisance. On va même très facilement du national au nationalisme... (1).

Mais dès que nous sortons du plan français, on est serré dans les branches du dilemme: l'Ouest capitaliste (on concède... quelques fois, et libéral) contre l'Est socialiste (on nous accorde qu'il est aussi autoritaire). On applique la formule du tiers-monde, à l'Afrique, à l'Asie, à l'Amérique latine, aux pays dits sous-développés.

Et nous sommes suspectés par nos meilleurs amis, parce que nous entendons échapper à cette étouffante terminologie, parce que nous voulons voir la complexité des choses, sous la logomachie des classifications arbitraires.

Faut-il répéter que le capitalisme n'est ni un système économique, encore moins une doctrine politique. C'est une étape de l'évolution humaine par laquelle il faut passer lors de l'industrialisation, que l'on peut simplement raccourcir ou dont on peut ralentir le rythme.

Quant au socialisme, il implique d'abord l'opposition à l'exploitation capitaliste - que le capitalisme soit privé ou étatique - et l'existence d'un mouvement ouvrier libre.

Lorsque le capitalisme de «*la libre entreprise*» s'est mué en «*impérialisme monopolisateur*», il s'est

(1) Cf. propos anti-américains des ultras algériens - campagne germanophobe du parti communiste.

naturellement prolongé en colonialisme; l'asservissement politique conditionnant la spoliation des biens économiques et l'exploitation de la main-d'œuvre indigène.

Pas d'industrialisation capitaliste dans l'Europe du XIXème siècle, sans l'existence préétablie d'une bourgeoisie nationale, forte à la fois de sa richesse mobilière, de sa maturité politique, d'un personnel administratif compétent, de ses liens avec un terroir paysan libéré des servitudes féodales. Le nationalisme a précédé l'impérialisme.

Celui-ci, logiquement, devrait «*enterrer*» son père. Et tout aussi logiquement la classe ouvrière devrait briser les cadres nationaux et prévenir par l'internationalisation de ses luttes et de ses objectifs, l'extension mondiale de l'impérialisme ou des conflits mondiaux des impérialismes.

Malheureusement, le processus a été dérangé par des contradictions et des discordances. L'impérialisme a maintenu et même renforcé les nationalismes surannés, et levé dans les colonies des nationalismes à la fois nécessaires et prématûrés. Quant à l'*Internationale ouvrière*, déjà dissociée par la première guerre mondiale, c'est peu dire qu'elle n'existe plus. Elle ne représente même plus une aspiration, un idéal qui orienterait le réel. On ne rêve plus d'une Internationale qui serait le genre humain en réalisant le socialisme dont l'accomplissement est impossible dans un seul Etat ou un seul Empire.

On soutient explicitement ou implicitement, délibérément ou inconsciemment un socialisme impérial dont les machines - pacifiques ou guerrières - imposeront au monde entier un «*planisme*» universel. Dans ces conditions, Kadar, bourreau du peuple hongrois, Khrouchtchev bourreau du peuple ukrainien, despote oriental, parlent au nom des travailleurs socialistes - tandis que Georges Meany et Walter Reuther, représentants authentiques de seize millions d'ouvriers syndiqués ne sont plus que des agents de l'impérialisme yankee...

L'exemple du Congo belge illustre parfaitement ces notions élémentaires et essentielles.

Cette colonie se distinguait en 1960 de toute l'Afrique envahie par sa rapide expansion industrielle. Le rapport de la Société Générale belge pour l'exercice 1959 notait non seulement une forte augmentation de la production minière et agricole mais un niveau élevé d'investissements dans les entreprises d'électrification, de transformation, de constructions.

Notre ami Louis Mercier, en publiant ces précisions dans l'organe de la *Commission internationale de liaison ouvrière* (paru en juin 1960, avant les troubles de juillet) expliquait ainsi la hâte du gouvernement belge - inspiré par la Société Générale - à bâcler les négociations pour l'indépendance, afin de résoudre les «*incertitudes politiques*» et assurer le maximum de garanties aux capitaux investis.

Il a fallu renverser la vapeur, car jusqu'en 1959, non seulement la métropole avait brisé toute opposition populaire, mais encore plus efficacement que l'Angleterre et la France dans leurs colonies, avait paralysé délibérément la formation des élites indigènes.

On s'explique ainsi l'absence presque totale de cadres administratifs et techniques, après le départ des Belges.

Mais on s'éclaire encore davantage en se référant aux tendances congolaises exprimées avant l'octroi de l'indépendance. Dans l'organe manifestement pro-khrouchtchevien, une apologie des régimes soviétiques et chinois rédigée dans le style d'un conte bleu ou d'un journal paroissial. Avec l'anathème sur les Congolais - mécréants, hérétiques ou... libertins (2).

Dans les déclarations de l'Abako (3), le parti du président de la république Kasavubu, une profession de foi du plus pur gandhisme, avec tout ce que cela implique d'archaïsme économique et de noble illumination spirituelle. Surtout une aspiration fédéraliste, dont les plus clairvoyants observateurs reconnaissaient l'évidente nécessité.

On a maintenu cependant un Etat unitaire, malgré le caractère artificiel des superstructures coloniales. Et la carence d'élites indigènes a laissé libre jeu aux aventuriers (plus ou moins engagés, plus ou moins corrompus) uniquement animés par la conquête du pouvoir.

(2) *Émancipation*, organe du *Parti du peuple*, 6 août 1960.

(3) Bulletin d'information des «*Amis de l'Abako*», publié à Liège (numéros de décembre 1959 - mars, avril et juillet 1960).

On veut que nous choisissons. Alors nous nous prononçons non entre l'Est et l'Ouest, mais contre le Pouvoir, centraliste, autoritaire, totalitaire - même - surtout - qualifié socialiste. Nous acceptons, comme une nécessité transitoire, le nationalisme des peuples révoltés contre une tyrannie colonialiste. Nous nous refusons à prolonger notre approbation au-delà de l'indépendance. Pour parler clairement, nous avons soutenu Fidel Castro contre Batista (que Moscou a longtemps ménagé). Nous n'admettons pas l'omnipotence castriste, le culte castriste, dont les libertaires cubains sont déjà les premières victimes.

Nous pouvions soutenir Lumumba contre les héritiers de Léopold. Nous pouvons aujourd'hui souhaiter, comme un moindre mal, le renouvellement de l'accord Kasavubu-Lumumba toujours possible. Nous n'admetterons jamais l'omnipotence d'un Lumumba. Car, pour garder le Pouvoir, grâce aux... «machines orientales et socialistes» (?) Fidel Castro. Lumumba (peut-être Ferhat Abbas) s'aligneront d'autant plus facilement dans les cohortes soviétiques, qu'ils seront plus assurés de la passivité de leurs sujets.

Alors, il faut choisir l'Ouest... Il faut en effet choisir le parti des syndicalistes et des libertaires que nous entendons à l'Ouest... et celui des syndicalistes et des libertaires dont nous guettons - oreille contre terre - lis réactions à l'Est.

Le problème des pays sous-développés ne peut être résolu qu'internationalement. On pourrait accepter que la solution soit préparée par des organismes «neutres»... sans trop d'illusions. Mais en tout état de cause, l'industrialisation appellera les capitaux que si le projet est garanti par l'exportation de la main-d'œuvre indigène. A l'Est, cette loi d'airain s'applique d'autant plus rigoureusement qu'il faut s'assurer - par la logique interne du système - des positions politiques inexpugnables (4).

A l'Ouest, l'impérialisme se traduit par l'exportation des marchandises et surtout des capitaux. Mais la concurrence économique provoque des contradictions politiques - et la solidarité ouvrière peut jouer concrètement, afin que l'exploitation des peuples sous-développés ne détermine pas l'avilissement des salaires dans les pays industrialisés.

Est-ce assez clair? Je ne choisis pas entre l'Est et l'Ouest. Je choisis à l'Est et à l'Ouest l'alliance fraternelle avec les ouvriers et les hommes libres. Je choisis dans le «Tiers Monde», le parti de ceux qui sont morts en combattant pour que les travailleurs indigènes puissent vivre libres en travaillant!

Roger HAGNAUER.

(4) On parlait beaucoup, autrefois, du dumping social japonais... les primes à l'exportation résultant des salaires japonais anormalement bas. Me pourrait-on étudier le coût de la main-d'œuvre en Chine et dans les pays satellites. Des terres, où la grève et la revendication sont proscrites... terres promises pour les affairistes du monde entier...